

Préface

Le fantôme de l'esprit public

Des illusions de la démocratie
aux réalités de ses apparitions

Bruno Latour

*Pour Joëlle Zask et Noortje Marres**

* Sans Joëlle Zask, nous ne pourrions pas lire l'œuvre politique de Dewey en français ; sans Noortje Marres, l'auteur de ces lignes ne serait jamais remonté de Dewey à Lippmann.

*Le problème peut s'énoncer ainsi: quels tests
objectifs simples et rudimentaires permettent
d'identifier dans un débat le protagoniste
qui mérite le plus le soutien du public?*

Walter Lippmann

*Par sa nature même, l'État est quelque chose
qui doit être scruté, examiné, cherché. Presque aussitôt que sa
forme est établie, il a besoin d'être refait.*

John Dewey

Crise de la représentation? Quelle crise de la représentation! ? Si vous désespérez de la politique, c'est que vous lui avez demandé plus qu'elle ne peut donner. Vous l'avez imprudemment chargée de tâches morales, religieuses, juridiques, artistiques, qu'elle est impuissante à remplir. Demandez l'impossible, vous récolterez l'atrocité ou le grotesque. Si vous voulez qu'on reprenne confiance dans la démocratie, alors il faut d'abord la décharger des illusions qui ont transformé le rêve d'une vie publique harmonieuse en un cauchemar.

C'était la leçon du *Prince* de Machiavel: cruelle pour ceux qui se berçaient d'illusions; libératrice pour les vrais amis de l'idée républicaine. C'est aussi la leçon de ce livre, plus de quatre-vingts ans après sa publication, qui vient proposer aux Français de retrouver l'esprit public, mais après avoir d'abord dissout les fantômes de la politique. Du fantôme à l'esprit, il n'y

a peut-être qu'un souffle, mais ce souffle est pour nous infiniment bénéfique. Si la lecture de Machiavel fut dure à ceux qui cherchaient la vertu ailleurs que dans la force, la fortune et l'astuce, celle de Lippmann sera plus douloureuse encore car c'est à l'idée même de représentation, de peuple et de public qu'il vient s'attaquer. Autant le dire tout de suite : il s'agit pour un lecteur français d'une cure de désintoxication. Mais si on l'invite à se défaire de ses plus chères croyances, c'est parce qu'elles sont justement, aux yeux de Lippmann, ce qui a réduit l'esprit public à un rôle de spectre. De même que Machiavel, en vrai républicain, ne révélait le pouvoir des princes que pour permettre aux citoyens de les contrer, de même, c'est en démocrate passionné que Lippmann, dix ans après la fin de la Grande Guerre, inflige à ses lecteurs cette leçon de « réalisme sévère ». Il faut sauver la démocratie des mains des démocrates. Il faut enfin désensorceler la politique. Même style ramassé et mordant, même petit livre noir.

Si Walter Lippmann, né en 1889 et mort en 1974, avait écrit le *Prince* du vingtième siècle, ça se saurait, non ? Pas forcément. Rien de plus injuste que l'histoire intellectuelle de ce siècle de feu, de sang et de cendre. S'il est vrai que pour les sciences et les techniques les guerres sont de formidables accélérateurs, elles sont pour la pensée des freins puissants. Considérez avec quelle lenteur on extrait toujours de leurs ruines les grandes philosophies de William James, d'Alfred North Whitehead, de John Dewey.

Quand une époque est sortie de ses gonds (*out of joint*), écrit justement Lippmann, les uns prennent les barricades, les autres se retirent dans un monastère. Ce qui explique que la plus grande partie des écrits de notre époque soient pour moitié d'inspiration révolutionnaire et pour moitié de la littérature d'évasion – sans qu'on puisse le plus souvent distinguer l'une de l'autre¹...

Il n'est donc pas impossible que le vingtième siècle, à cause de la violence de ses conflits, nous ait rendus en politique tout à fait idiot. Et que ce livre, à la manière de certaines levures qui peuvent rester quiescentes indéfiniment jusqu'à ce que les conditions extérieures leur deviennent favorables, trouve enfin ses lecteurs. Quand il faut tout reprendre à zéro, peu importe que l'inspiration date d'hier ou qu'elle ait attendu près d'un siècle. Si le *Public Fantôme* est un autre *Prince*, c'est probablement au vingt et unième siècle qu'il s'adresse...

Et heureusement, car depuis sa parution en 1927, il n'a fait que gagner en actualité. Ce que Lippmann appelait la Grande Société (et que nous appelons aujourd'hui la mondialisation ou la globalisation) n'a fait que multiplier les défis que posent à la théorie politique l'extension prodigieuse des affaires que les citoyens sont amenés à traiter². D'un autre côté, jamais les moyens pratiques qui permettent de se familiariser de près avec les affaires n'ont paru plus fragiles, plus distants, plus viciés. Les problèmes n'ont fait que s'amplifier et les remèdes de s'altérer. Au point que certains commencent à prévoir que le politique risque de disparaître pour de bon, ce fluide subtil aussi précieux que l'eau, le gaz ou l'électricité mais dont le stock aurait fini par diminuer tout à fait faute de production, de distribution et d'entretien de ses réseaux³. Ce n'est donc pas seulement pour les historiens des idées politiques ou des États-Unis que ce livre est traduit. Ce livre a été écrit pour nous maintenant. S'ils ne se font plus d'illusions sur la politique, les Français se font peut-être encore des illusions sur le fait qu'ils en manqueraient! Ultime illusion à laquelle ce livre leur permettra peut-être de ne pas céder. En politique ils ont tout essayé – régimes, constitutions, mouvements, idées – sauf de revenir sur les prémisses mêmes de tous leurs raisonnements: qu'attendent-ils au fond de la vie publique? Que peut-elle offrir qui soit vraiment réalisable?

Des citoyens aux vues bornées ?

Lippmann part de la constatation qui a servi de base à tous les critiques de l'idée démocratique à travers les âges : on demande aux citoyens de s'occuper d'affaires qu'ils n'ont pas l'équipement mental pour réaliser. S'il fallait vraiment que les citoyens participent aux affaires publiques comme le prévoit la théorie de la représentation, il faudrait que chacun ait le cerveau de mille Démosthène, de mille Aristote, de mille Einstein. Mais, contrairement aux réactionnaires de tous poils et plumages, Lippmann n'en tire pas la conclusion qu'il faudrait confier la barre à des princes, à des savants, à des experts, à des spécialistes de la chose publique. Son argument sur la faiblesse de notre équipement mental s'applique à *tout le monde* : philosophes, politiques, journalistes et experts compris⁴. Le public fantôme, c'est d'abord l'obscurité profonde dans laquelle nous nous trouvons plongés. Personne ne sait, personne ne voit, personne ne prévoit. Tout le monde tâtonne à l'aveugle en fonction des circonstances. Aucune théorie politique n'a de vraisemblance, si elle suppose, *au-dessus* de cette obscurité une connaissance quelconque qui lui serait supérieure et qui permettrait d'arbitrer *d'avance* les positions en détectant à coup sûr et sans épreuve celles qui sont rationnelles ou irrationnelles, éclairées ou partisans, progressistes ou réactionnaires. Au-dessus de la politique il n'y a rien de plus assuré sur lequel on pourrait compter, aucune cour d'appel à laquelle on pourrait s'en remettre pour abdiquer les tâches d'expérimentation et de tâtonnement à l'aveugle. Le « problème du public », pour reprendre le titre du livre que John Dewey va écrire quelques années plus tard en réaction à celui de Lippmann, c'est qu'il est un aveugle mené par des aveugles⁵. Tous ceux qui ont cru faire mieux, on fait pire. Sans cette obscurité, sans cette immanence radicale, sans cette déception préliminaire, aucune réflexion politique ne sera réaliste.

Vision sombre et pessimiste qui ne cadre pas avec les idéaux de la démocratie? Attendez. Il faut entrer dans cet argument comme on passe un jour de soleil éclatant dans une caverne obscure: il faut que les yeux d'abord aveuglés se fassent peu à peu à l'obscurité – les faibles lumières qu'on y discernera bientôt seront peut-être fragiles, mais ce sont les seules que nous aurons jamais. Le soleil brille peut-être dehors – sauf qu'il n'y a pas de dehors!

Comme nous le verrons plus loin Lippmann est un journaliste, l'un des plus grands de son siècle, et c'est d'abord en journaliste qu'il aborde les grandes questions de la politique. Quelques années plus tôt, à partir de la couverture de la Révolution russe par les médias américains, il a écrit le premier livre empirique sur la fabrication des journaux, *L'Opinion publique*, qui s'attache à détailler sur quels objets réels et par quels moyens concrets, les citoyens se forment une opinion sur les affaires qui les concernent⁶. On peut mépriser les journalistes, critiquer la presse, se moquer des politiques, ridiculiser les fonctionnaires et leurs dossiers, se plaindre de l'agitation des militants, s'indigner de la froideur des économistes, mais dans la caverne, à l'intérieur du politique où règne cette profonde et irrémédiable obscurité, nous ne disposons que de ces minces fils d'Ariane pour délabyrinther quelque peu nos opinions. Tous ceux qui vous disent qu'ils ont une meilleure vue, un accès plus direct, une saisie plus immédiate sont des menteurs – ou plutôt d'autres journalistes, d'autres politiques, d'autres militants, d'autres économistes, d'autres fonctionnaires qui *ajoutent* leurs productions, leurs révélations à la confusion ambiante – ce qui emmêle encore un peu plus la toile qu'il faut apprendre à démêler...

Dans ce labyrinthe, la solution de Lippmann est de supposer, en mettant les choses au mieux, que vous aurez affaire à des gens d'intelligence moyenne, constamment agités par d'autres

soucis, qui n'auront pas d'autre moyen de démêler les affaires que le fragile secours des techniques intellectuelles à leur disposition. « Quand on se souvient que le public est fait d'hommes très occupés qui consacrent environ une demi-heure par jour à la lecture de leur journal, ce n'est pas faire preuve de cruauté mais de simple prudence que de prévoir qu'ils ne pourront jamais rendre justice aux détails des affaires⁷. ». Remplacez les technologies intellectuelles de son temps – le journal – par les nôtres – le web –, l'argument ne changera pas: ce que Lippmann fait saillir au premier plan, c'est la nécessité, pour toute théorie de la démocratie, de s'attacher d'abord à l'appareillage cognitif à la disposition des malvoyants que nous sommes tous⁸. C'est d'abord cet appareillage qu'il faut entretenir. Priver un citoyen des instruments avec lesquels on doit appareiller les affaires qui le concernent, c'est demander à un aveugle de jeter sa canne blanche. Il n'y a pas de solution de rechange.

Une fois que les yeux se sont habitués à l'obscurité et qu'apparaît peu à peu le fragile éclairage artificiel que les techniques de communication peuvent jeter sur les affaires, Lippmann attire notre attention sur une autre limite de toute discussion politique: nous ne traitons avec quelque assurance que des affaires que nous maîtrisons de bout en bout. Pour toutes les autres, nous ne les verrons jamais que de loin, nous ne les saisirons jamais que par bloc et en gros, obligés de faire confiance, pour tous les détails, à d'autres personnes dont nous espérons qu'elles seront plus proches, plus compétentes, plus, comme on dit, « à leur affaire ». Tout son livre est construit sur cette distinction. Il y a bien ceux qui savent et ceux qui ne savent pas, mais cette distinction ne recoupe pas celle entre les gouvernés et les gouvernants: nous sommes tous compétents sur notre propre métier, ignorants sur tout le reste. « S'il existe une différence de fond, c'est entre ceux qui sont de la partie (*insiders*) et les autres (*outsiders*). »

Or, les théories de la démocratie ont du mal avec cette distinction. Elles reposent le plus souvent sur une *optique politique* parfaitement impossible selon laquelle nous discernerions directement sans flou, sans confusion, aussi bien ce que nous voyons de près et ce que nous voyons de loin, ce qui nous concerne au premier chef et ce qui nous touche incidemment, ce sur quoi nous avons une connaissance de première main et ce sur quoi nous ne pouvons avoir que des opinions rapportées. S'il y a un public fantôme, c'est d'abord à cause de cet effet d'optique qui inverse les évidences les plus assurées : alors que nous ne saisissons avec une bonne acuité visuelle que ce sur quoi nous sommes un peu spécialisés (en fait, ce à quoi nous sommes habitués), nous croyons pouvoir discerner les affaires les plus éloignées encore *plus clairement* que les nôtres. Chacun, en démocratie, pense avoir un accès direct à la guerre d'Irak et se verrait bien président de la République ou directeur de la Banque centrale européenne. À l'inverse, tout président de la République, tout député, tout PDG, se croit capable de saisir d'un coup, sans en connaître les détails, les problèmes d'un pêcheur, d'un informaticien ou d'un boulanger. Le prix à payer en acquisition de compétence, en enquête, en instrument, en apprentissage, en appareillage intellectuel, en familiarisation progressive n'est jamais pris en compte. Ou plutôt, il est à la fois reconnu comme une évidence et aussitôt oublié comme trop contraire aux idéaux démocratiques : chacun doit pouvoir donner son avis sur tout. Surtout les chefs.

L'originalité de Lippmann c'est de vouloir reconstruire la théorie de la démocratie sans perdre cet idéal et sans oublier non plus son coût cognitif : « Les problèmes les plus frustrants de la démocratie sont justement ceux qu'on ne peut pas résoudre par des principes démocratiques. » Machiavel voulait fonder l'esprit républicain sans plus se payer de mots sur l'aspect

organique, spirituel et miraculeux de la Cité; Lippmann, en vrai démocrate, veut résoudre l'aporie suivante: oui à la démocratie, mais en chair et en os, pas en illusion⁹. Il ne veut pas de solution de facilité en faisant l'impasse sur l'impossibilité pratique, cognitive, matérielle, d'un public composé de citoyens qui, semblables aux aigles, pourraient voir de très loin et de très près avec la même acuité visuelle. Là où tout le monde passe en soupirant sur la faiblesse congénitale des démocraties, sans en modifier pour autant le but, Lippmann, lui, veut un idéal qui soit de ce monde pas de l'autre.

S'il ne veut oublier ni l'exigence de démocratie, ni son impossibilité, quelque chose d'autre doit être laissé de côté. Mais quoi? Il aborde cette question redoutable avec un total sérieux. Tous ceux qui ont abandonné l'idéal, sont devenus des réactionnaires en plaçant leur confiance dans un Souverain (religieux, moral, juridique, économique peu importe) qui ne doit plus rendre compte à personne. Tous ceux qui ont oublié les limitations mentales et pratiques, ont fait de la démocratie une pantalonnade, désespéré les âmes les plus généreuses et basculé finalement dans l'évasion révolutionnaire ou dans le consumérisme. La crise de la représentation, c'est d'abord l'impossibilité de penser ce que peut vouloir dire représenter. À cause du refus de penser cette aporie, on n'a obtenu d'autre résultat que de faire désespérer de la politique.

Courageusement, comme ce mathématicien qu'il avoue avoir rêvé d'être s'il n'avait pas été journaliste, Lippmann remonte obstinément jusqu'au bout, à la source même de l'aporie: ce qui doit céder, ce qu'il faut abandonner, c'est l'idée même de *Public*. Quelque chose doit céder, quelque chose que nous croyons chérir avec raison mais que nous avons mis à tort au cœur de l'idéal démocratique, alors qu'il en est le principal obstacle. Le Public, avec un grand P, qui serait représenté par un gouvernement dit

à tort « représentatif », voilà la prémisse qu'il faut abandonner pour établir enfin la démocratie sur une base réaliste¹⁰. Le Public c'est la maladie infantile de la démocratie, le fantôme qui effraie la démocratie et lui interdit d'être adulte. Il n'y a pas de Public. C'est la seule solution qui ne fasse plus l'impasse sur sa réalisation pratique – et nous permette enfin d'entretenir les bases matérielles d'une pensée progressiste. On ne comprendra jamais les problèmes du public, si l'on ne comprend pas que c'est le Public qui est un problème.

Et pourtant, il y a *des publics*. Quand? Lorsque les gouvernants ont failli à leurs devoirs; lorsque les institutions habituelles sont incapables de fonctionner; lorsque les controverses font rage; lorsque l'obscurité du politique est encore plus profonde que d'habitude. Lippmann ne fait pas naître le Public d'une sorte d'heureuse préhistoire, d'un empyrée igné auquel auraient accès les âmes désintéressées; ce n'est pas pour lui ce bain rafraîchissant où les citoyens affairés, comme dans les eaux du Léthé, oublieraient leurs intérêts particuliers pour devenir soudain « désintéressés », capables de coïncider enfin avec la Volonté Générale. *Les publics* sont rameutés à la va-vite dans toute leur incompétence foncière, en cas de catastrophe, parce que les institutions ne répondent plus, parce que les experts ont démontré leur incompétence, parce que les gouvernants sont incapables d'appliquer les règles qu'ils sont chargés d'instituer¹¹. L'apparition du public ne marque pas l'Aurore aux doigts de rose de la démocratie, c'est d'abord la marque de sa faillite, ensuite seulement de sa nécessaire reprise.

Or c'est justement sur ce type de controverses, les plus difficiles à démêler, que le public est appelé à se prononcer. Quand les faits sont les plus obscurs, quand les précédents manquent, quand tout est inédit et confus, c'est là que, dans toute son incompétence, le public est forcé de prendre ses plus

importantes décisions. Les problèmes les plus difficiles sont ceux que les institutions ne sont pas capables de traiter. Ce sont là les problèmes du public.

Cette phrase donne la clef du livre. C'est son moment le plus décisif. Lippmann ne désespère pas du public mais il ne l'idéalise pas non plus. Il maintient solidement les deux branches de l'aporie : oui, c'est bien le public qui doit s'emparer des problèmes puisque tous les autres ont failli ; oui, le public doit résoudre l'affaire malgré toute son incompetence, sa fragilité et son amateurisme. Mais il est à la fois inutile et dangereux de lui prêter des vertus qu'il n'aura jamais : on l'empêcherait de remplir son rôle de juge en dernière instance.

Toute la dureté du livre de Lippmann vient de là : rien ne rendra le public compétent et pourtant personne ne viendra le remplacer ; il est en dernier appel *et* il est incapable. C'est littéralement le moment d'exception. Le public fantôme c'est d'abord, chez Lippmann, cette dure réalité, cette tête de Gorgone que la plus grande partie des penseurs politiques font tout pour ne pas regarder en face. Ils couvrent d'habitude ce hiatus, cette cassure, cette faille, d'un vaste manteau de bons sentiments. Les vrais penseurs du politique – et ils ne sont pas légion –, se reconnaissent à ce signe qu'ils mettent toute leur énergie à résister au vertige : au-dessus de la politique il n'y a rien et pourtant il n'y a de politique que le moment décisif où une autorité reprend les choses en main pour franchir l'abîme de l'indécision. C'est la fortune chez Machiavel ; c'est la décision chez Schmitt. Mais ce que ces deux auteurs attribuent au pouvoir du Prince ou du Souverain, Lippmann, qui n'a jamais cessé de croire, en bon Américain, à l'idéal populaire, l'attribue aux publics dans toute leur fragile incompetence. S'il existe un au-delà du politique, le politique disparaît ; s'il n'y a pas de reprise, aux moments de rupture, il disparaît plus sûrement encore. Alors que Schmitt

fait de la reprise en main par le Souverain le moment de force extrême et qui doit échapper, par définition, à toute justification, c'est pour Lippmann un moment d'extrême faiblesse et qui doit *augmenter* pour tous l'exigence de justification¹². On pourrait presque dire que Lippmann est un Schmitt démocrate... Pour que la démocratie apparaisse, il faut que le fantôme du Public se dissolve.

Des publics faute de mieux

Pour comprendre cette brèche radicale dans la notion de représentation, pour bien saisir la distinction entre le Public et les publics, il faut suivre le rythme que Lippmann va donner au parcours des affaires. Oublions d'abord l'idée folle selon laquelle il y aurait des individus bornés préoccupés de leurs seules boutiques, et d'autres, particulièrement éclairés, à travers lesquels parlerait l'esprit public parce qu'ils sont sortis de certaines écoles et rentrés dans certains corps d'État. Il n'y a pas de gens désintéressés. C'est la conséquence même de la limitation cognitive notée plus haut. Nous ne sommes compétents que pour les affaires auxquelles nous sommes directement intéressés, qu'il s'agisse de faire cuire des petits pains, sauver des vies au Darfour, faire tourner des modèles économétriques, voter une loi ou gérer une station d'épuration. « Une théorie politique qui reposerait dans une communauté quelconque sur l'attente du sacrifice et de l'oubli de soi-même chez les gens ordinaires ne vaudrait même pas qu'on s'y arrête. »

Mais nos affaires ne sont jamais seulement nos affaires, nos problèmes ne sont jamais nos problèmes, nos solutions ne sont jamais nos solutions. S'il n'y a pas de gens désintéressés, il n'y a pas non plus de question strictement privée. Nous sommes liés les uns aux autres, non pas par l'existence préalable d'une quelconque communauté – ni même d'une société, comme on

le verra plus loin – mais par le fait que nos affaires, nos *issues* comme dit l’anglais, ne cessent de s’emmêler les unes dans les autres. Lippmann ne part ni des individus fictifs des théories économiques de son temps, ni d’une société globale déjà constituée. Grâce à sa vision écologique, darwinienne, il part d’un entremêlement de questions, d’affaires qui ne sont jamais ni totalement individuelles, ni totalement collectives. Nous ne sommes forcés d’entrer en politique que par l’entremêlement de nos affaires dont les conséquences nous échappent. Comme chez Dewey, la politique de Lippmann est résolument orientée-objet : il y a d’abord des objets de dispute, des imbroglios, et ensuite seulement les positions prises par les uns et par les autres¹³. Ce n’est pas pour rien qu’on les appelle tous deux des *pragmatistes* : partons d’abord des affaires, des choses, des *pragmata*, pour comprendre ensuite ce que les humains peuvent en penser¹⁴. Et si l’on part des objets de dispute, n’ayons pas de doute là-dessus, ceux qui s’en occupent auront nécessairement des positions contradictoires. Aucun horizon d’accord, aucun unanimité à espérer. Le pluralisme est là d’emblée ; non pas comme un défaut auquel il faudrait avant tout remédier, mais parce que c’est la nature même de cette écologie particulière : nous sommes en contradiction pour toujours dans les affaires pour toujours emmêlées. D’où les vignettes dont il parsème le livre sur le caractère radicalement irréconciliable des intérêts :

Mais qu’on se place plutôt du point de vue d’un campagnol : quelle différence dans la perception du bien et du mal ! Là, les aimables vieilles dames feront figure de sorcières et leurs matous de tigres ; la Ligue pour la Sécurité des Campagnols y sera secouée de débats hystériques à propos du Péril Vieille Dame.

Le relativisme n’est pas une faute morale, mais la simple description de l’écosystème contradictoire où nous vivons¹⁵. Le mieux que nous puissions faire c’est de parvenir à un *modus*

vivendi grâce à ce que Lippmann appelle des ajustements – terme auquel il va donner un sens très fort et dans lequel le lecteur doit apprendre à réentendre la racine « juste ». Ceux qui croient mieux faire n’aboutiront qu’à des *modus moriendi*: quoiqu’ils prétendent, ce sont des tueurs.

Pour comprendre l’apparition des publics, il faut faire intervenir deux nouveaux personnages, les gouvernants et ce qu’on pourrait appeler, les activistes ou les militants dont le rôle, chez Lippmann, est indispensable.

Ne nous faisons pas d’illusion à leur sujet, les gouvernants ne sont évidemment pas les dépositaires du Bien Public grâce à leur désintéressement et à leur vision d’avenir. Lippmann partage avec tous ses concitoyens cette défiance fondamentale pour toute exagération du rôle de l’État. Les gouvernants sont des spécialistes délégués et payés pour essayer tant bien que mal de faire appliquer les règles qui ont émergé à la suite des crises précédentes – car on ne va bien sûr que de crise en crise, en titubant.

Le mot règle ne doit pas non plus nous induire en erreur. Lippmann tient de la philosophie pragmatiste une définition immanente de la règle de droit comme règle de comportement: la règle c’est l’habitude, imposée à l’origine par la force, et suivie depuis lors sans trop de récrimination¹⁶. « Mais que le système soit ou non dépassé, dans son origine la plus crue, un droit ce n’est jamais qu’une prétention que quelqu’un a pu affirmer, et un devoir, une obligation que quelqu’un a su imposer. » Mais bien sûr on ne peut pas imaginer, dans une vie commune nécessairement pluraliste, que les règles vont être suivies bien longtemps. Elles finissent par rompre du fait même des affaires contradictoires dans lesquelles nous nous trouvons emberlificotés. Le doute s’installe à leur sujet. Intervient alors un tiers parti, les activistes, qui prennent sur eux de la critiquer et qui, pour se faire entendre, invoquent tous l’esprit public. « Il n’y a pas de

question pour le public tant que la validité de la règle n'a pas été mise en doute – que le doute porte sur le sens de la règle, sa justesse ou la méthode qui permettra de l'appliquer. »

Le fluide politique se manifeste par les ruptures du cours d'action : comme les parties ne peuvent s'entendre, les gouvernants interviennent ; quand les gouvernants ne parviennent pas à maintenir les règles, les activistes interviennent. Et quand les activistes commencent à faire du tapage ? Alors c'est là que les publics, convoqués sur la scène à la manière des badauds attirés par un accident, doivent commencer à s'impliquer, mais pour un temps seulement et pour une fonction très précise. « Quand les parties directement concernées n'arrivent pas à trouver un accord, c'est aux officiels d'intervenir. Quand les officiels échouent à leur tour, c'est à l'opinion publique d'intervenir dans les affaires ». Au lieu d'établir la vie publique sur l'accord, la continuité, l'unanimité et l'appel au bien commun, Lippmann la reconstruit sur les désaccords, les cassures, les ajustements et l'appel aux *modus vivendi*.

Prenons garde de ne pas projeter sur ce scénario nos habitudes françaises. Ni les parties qui ont d'abord imposé la règle, ni les gouvernants qui en ont suivi l'établissement, ni les activistes qui en contestent la légitimité, ne représentent autre chose qu'eux-mêmes. Ils poursuivent tous des intérêts particuliers, ils sont tous la proie de passions singulières, ils n'ont tous de certitude que par leur expertise à chaque fois spécialisée. Personne n'a de vision d'ensemble. Personne ne peut sauter directement de ses attachements propres pour aller puiser à pleins brocs dans la Volonté Générale.

Mais alors comment les publics pourraient-ils réussir là où la connaissance des experts comme l'engagement des militants ont été impuissants ? Pourquoi demander aux moins bien informés, ce que les mieux informés n'ont pas été capables de tenir ?

Il faut reconnaître que le portrait du public – avec un petit p – n’est au premier abord guère flatteur :

Le public arrive au milieu du troisième acte pour repartir avant que le rideau ne soit tombé, juste assez longtemps pour détecter avec un peu de chance qui est le héros de la pièce et qui est le méchant. Par nécessité, il ne pourra jamais juger des vrais mérites mais se prononcera d’après un simple échantillon du comportement, un aspect d’une situation, ce qu’il aura pu saisir de l’extérieur par des preuves très rudimentaires.

On s’attendait à voir le peuple sur scène : il est dans les loges et arrive en retard ; on pensait qu’il allait se passionner au moins pour le grand théâtre de la politique : il baille et file avant la fin ; on pouvait croire qu’il allait du moins lire les critiques, parcourir le livret, demander l’avis de ses supérieurs : il n’apprécie qu’au jugé et ne retient que les différences les plus superficielles et les plus dramatisées. Et Lippmann écrit avant le zapping, les blogs, la presse Murdoch, Fox News, la télé trash et les *talk-show*... Ironique à coup sûr, juste peut-être, mais sans rapport aucun avec ce qu’on attend depuis Rousseau de l’irruption du peuple dans les affaires publiques.

Et pourtant, ne croyons pas que Lippmann va se complaire dans cette charge caustique et qu’il va rejoindre le chœur de ceux qui s’indignent de la déchéance de l’esprit public. Pas plus que Machiavel il ne veut être cruel. Il ne veut qu’être juste et parvenir enfin à ce que le public « dans toute son incompetence » puisse mettre fin à la crise que l’impuissance de ses gouvernants a causée et que l’action des militants a révélée, avivée, dramatisée, scénarisée. On objectera qu’il est impossible de faire reposer toute la théorie de la démocratie sur une base aussi fragile ; qu’elle ne peut tenir qu’à la condition d’asseoir toute la pyramide sur le socle immense, assuré, rassurant du Public et du Peuple – avec deux grands P... C’est justement cette illusion,

ce fantôme, que Lippmann nous demande d'abandonner. Ce qui était possible pour les petites cités grecques, à la limite pour les États nations, ne l'est plus par temps de mondialisation (ou de Grande Société). La théorie politique continue à habiller les citoyens globalisés avec les habits devenus trop courts de leur enfance ou de leur adolescence. Il faut leur couper des habits qui leur soient enfin ajustés.

Mais comment les défaire de leurs bonnets phrygiens, de leurs toges romaines, de leurs vestes Mao ? En ne leur attribuant aucune qualité qu'ils ne puissent avoir, mais en leur demandant de remplir jusqu'au bout les tâches qu'ils sont en mesure d'accomplir. Rappelons-nous que le public est toujours en position d'extériorité et donc d'ignorance, que son intérêt est passager, son attention discontinue, qu'il ne peut apprécier les choses qu'en gros sans entrer dans les spécificités du cas et qu'il dépend entièrement pour ses jugements de l'appareillage cognitif mis à sa disposition. D'autant que le public est toujours *ad hoc*, convoqué cas par cas au gré des crises et des affaires. Il n'y a pas Un Public pour toutes les questions, mais *des* publics en fonction des ruptures, plus ou moins nombreuses et toujours différentes, dans l'application des règles de comportement. Le pluralisme des positions est donc redoublé par le pluralisme des publics. Aucun Grand Un auquel on puisse faire appel.

Ces conclusions se démarquent nettement de la théorie courante du gouvernement populaire. Celle-ci part du principe qu'il existe un public qui dirige le cours des événements. Je soutiens que ce public n'est qu'un fantôme. Une pure abstraction. Si l'on parle d'une grève des chemins de fer, le public sera composé des fermiers desservis par la ligne ; mais qu'il s'agisse de droits de douane sur les produits agricoles, et voilà que ce public inclura peut-être les cheminots qui bloquaient les voies... Le public tel que je le vois n'est pas un ensemble immuable d'individus. Il se compose des gens concernés par

une affaire, et il ne peut avoir une influence qu'en prenant parti pour ou contre les acteurs chargés de cette affaire.

On dira que Lippmann ne réussira jamais, qu'il a rendu impossible la tâche de la démocratie, qu'il ne fait parade de ses intentions pures que pour saper l'idéal républicain ; nul ne peut prétendre à un ordre juste en confiant la décision finale à un public doté de si peu de vertu héroïque. C'est ce qu'on disait aussi de Machiavel: jamais il ne pourra faire tenir un ordre durable aux seuls cheveux de la Fortune.

Repérer les partisans à de certains signes

La solution originale de Lippmann repose entièrement sur une propriété jusque-là négligée de ce pauvre public à qui l'on demande tant de compétence sans jamais lui donner les moyens pratiques pour les exercer : il doit pouvoir, même de l'extérieur et rapidement, parvenir à discerner lequel des partis en présence est *le plus partisan* pour peser ensuite de tout son poids en faveur de celui qui paraît l'être moins. C'est bien peu ? C'est tout.

Puisqu'on ne peut pas espérer que ces publics de hasard maîtriseront le fond des débats, pour être à peu près sûrs d'opter pour le bon parti, il faut qu'ils puissent se fier à des signes faciles à reconnaître et néanmoins pertinents. De tels signes existent-ils ? Peut-on les identifier ? Peut-on les formuler de telle sorte qu'ils puissent être appris et utilisés ?

C'est l'autre clef du livre, celle qui va ouvrir toute sa deuxième moitié. Peut-on organiser notre vie publique de façon à faciliter, grâce à des signaux simples et robustes, la détection de ceux qui, engagés dans les inévitables controverses, sont les plus capables de justifier leurs positions ou, à l'inverse, ceux qui exigent que nous nous en remettions à leur seul arbitraire. Si ces signaux existent, peut-on les multiplier, les rendre plus saillants, nous familiariser avec eux, apprendre à

les entretenir ? Nous n'avons pas d'autre choix : si ces signaux s'effacent, s'atténuent ou disparaissent, il n'y aura plus de vie publique. La démocratie sera impossible. Le sens même du politique aura pour de bon disparu. C'est sur cette minuscule pointe que Lippmann, entre deux guerres (la première où il a joué, nous le verrons, un rôle important, la seconde qu'il n'a cessé de prédire) va faire reposer tous ses espoirs. Depuis cette époque, la mondialisation a multiplié les difficultés alors que dans le même temps nous avons failli dans l'entretien du système de signaux qu'il aurait fallu démultiplier pour nous tirer d'affaire. Si nous nous tournons vers ce livre, c'est avec désespoir : tout s'est empiré, et pourtant c'est peut-être la seule solution – devenue hélas encore moins familière, encore plus difficile à mettre en œuvre.

Le rôle capital reconnu par Lippmann aux publics est défini par deux termes banals mais très difficiles à traduire : *align* et *meddling*, l'un positif, l'autre négatif ; l'un qui indique la *poussée* grâce à laquelle les publics peuvent mettre fin provisoirement à la crise, l'autre qui indique la *retenue* qu'il va leur falloir apprendre à exercer s'ils ne veulent pas devenir, à leur tour, partisans. Deux citations permettent de repérer la solution :

Les signes fonctionnent lorsque, dans une controverse, ils permettent d'établir par des tests robustes, simples et objectifs lequel des deux partis en présence défend une règle sociale utilisable, critique une règle impossible à mettre en œuvre ou en propose une nouvelle plus prometteuse. En se fiant à de tels signes, le public doit être en mesure de décider derrière qui il doit s'aligner. Souvenons-nous qu'en s'alignant ainsi, il ne se prononce pas sur les mérites intrinsèques d'une affaire. Il se contente de mettre ses forces à la disposition du camp qui, si l'on se fie à certains signes objectifs, semble incarner une résolution de la crise menée conformément à des règles claires, et contre celui qui semble s'en remettre à son seul bon vouloir.

Les experts, les militants, les activistes, les journalistes, les fonctionnaires, les élus, tous ont multiplié auprès du public assemblé à la hâte les offres de positions à prendre: à lui de détecter celle qui permettra de favoriser non pas la meilleure solution, mais celle du parti qui « semble » (tout est là) prêt à un ajustement. Pour cela il faut des signes, des épreuves, des tests, que Lippmann n'hésite pas à qualifier « d'objectifs ».

Mais ensuite, deuxième citation, il faut éviter que le public interfère inutilement :

En cas de doute le public a besoin de tests simples et objectifs pour l'aider à décider pour qui prendre parti. Ces tests doivent répondre à deux questions :

Un: la règle est-elle défectueuse ?

Deux: comment identifier l'agent qui est le plus à même de l'améliorer ?

(...) Ce sont les seules questions qui importent à un membre du public qui veut éviter de se mêler de tout à tort et à travers (*to avoid ignorant meddling*).

Rien dans nos muscles de démocrate français ne nous prépare à la compréhension de ces deux mouvements de gymnastique: on a l'impression, au début, si l'on s'y risque, qu'on va se briser la colonne vertébrale! Il semble que pour un bon Français, exprimer une position politique soit justement faire beaucoup moins et beaucoup plus: beaucoup moins que peser de tout son poids derrière la position la moins partisane; beaucoup plus que s'interdire d'interférer dans le détail des affaires. Avec quel air dégagé, nous prôsons l'engagement. Nous sommes le plus souvent à la fois totalement immobiles et totalement mobilisés, comme ces chœurs de soldats d'opéra qui chantent à tue-tête « Marchons! Marchons! » sans bouger des planches... Nous faisons du surplace, mais nous bouillons d'indignation. N'avons-nous pas tous des opinions bien tranchées? N'est-ce pas même

le caractère bien tranché de nos opinions qui marque aux yeux des autres le fait que nous avons clairement parlé de politique ? Comment pourrait-on qualifier cette certitude qui nous fait si chaud au cœur d'« *ignorant meddling* » ? Et pourtant, c'est sur tout le positionnement de nos postures politiques que Lippmann fait porter l'attention. Comme un malade du dos qui passerait de l'aérobic de Jane Fonda aux subtiles manipulations d'un ostéopathe, il faut nous assouplir assez jusqu'à pouvoir nous exercer enfin aux mouvements que Lippmann nous propose...

D'abord le mouvement critique. On croit souvent que critiquer revient à s'extraire du chaos ambiant pour le saisir enfin de l'extérieur et en grand, grâce à l'appui que nous donnerait un principe indiscutable, puis à revenir sur la situation de départ pour la modifier d'un coup radicalement. Tout critique se prend pour un Archimède à la recherche d'un point fixe pour ébranler la terre de son levier. Chez Lippmann, cette posture critique ne peut que donner des crampes. D'ailleurs on ne manque jamais de critique, mot qu'il entend tout autrement : nous sommes en pleine *crise*, et la dernière chose dont le public convoqué à cause d'elle ait besoin c'est de lui ajouter en plus des *esprits* critiques ! Autrement dit, ce sont les *situations* qui sont critiques, pas les gens... L'impératif, c'est de mettre fin à la situation de crise – avant qu'une autre surgisse. Ne vous inquiétez pas, bonnes gens, vous ne manquerez jamais de crises. Le collectif aura toujours bien assez d'extériorité : il est pluraliste par nature. « Il y aura toujours des pauvres parmi vous » (Mt 26,11).

Mais aussi quelle idée de vouloir « sortir » des situations pour les saisir « de l'extérieur », alors que c'est justement d'être toujours trop extérieur, trop éloigné, trop peu au fait des détails, que vient tout le mal ? Si le public doit se déplacer, c'est pour se *rapprocher* des crises, pour en saisir les tenants et les aboutissants, pour se familiariser avec les particularités du

cas. Impossible, dira-t-on : il y a trop de crises, trop de détails, trop de tenants et d'aboutissants. Eh bien, a fortiori, en quoi « l'adoption d'une posture critique » permettrait-elle de faire mieux et de sortir de la crise ? Non, la seule solution c'est de laisser les activistes, les militants se saisir des détails, et de peser de tout votre poids en faveur de ceux qui vous paraissent les plus recommandables. Mais, attention, *ne les suivez pas* dans tous les détours de l'exécution, vous ne feriez qu'ajouter votre incompetence à celle qu'ils n'ont peut-être pas autant que vous. Vous gâcheriez tout le bénéfice que leur a conféré votre appui. Quoique Lippmann, toujours réaliste, soit sans illusion sur notre aptitude à faire preuve d'assez de retenue pour ne pas être emporté trop loin.

Celui qui n'est pas directement concerné peut toujours rejoindre les rangs du parti qui poursuit ses seuls intérêts. Mais comme il saura qu'il s'est transformé lui-même en partisan, peut-être sera-t-il moins enclin à confondre les intérêts d'un parti avec les fins de l'humanité.

On le voit, mettre son poids dans la balance sans interférer, c'est l'exact contraire de l'immobilité mobilisée et de l'engagement dégage de ceux qui se croient politiques parce qu'ils s'émeuvent sans bouger aux effrayants spectacles de la télévision. Décidément, le public requiert de toutes autres vertus que le Public¹⁷.

Mais pour que les publics toujours *ad hoc* parviennent à se mobiliser puis à se réfréner, il faut qu'ils aient affaire à des parties qui acceptent de rendre leur action *délectable* aux yeux des tiers. C'est là tout le problème. Nous l'avons compris, les publics ne jugeront jamais qu'en gros, de loin et vite à partir de signes grossiers. On ne rendra jamais les citoyens compétents pour prendre en main les affaires des autres, mais on peut

améliorer la reconnaissance de ces signes objectifs. C'est pour cela qu'il est d'autant plus important que *toutes* les parties responsables de la crise (qui ont donc failli à entretenir les règles communes) acceptent de multiplier, si l'on peut dire, les pancartes qui permettent au public de repérer lesquelles sont prêtes à des ajustements et lesquelles se dissimulent derrière leur volonté dont Lippmann dit qu'elle est *unaccountable*. Le français a de la peine à traduire ce petit mot si anglais: c'est la chose même que nous paraissions ignorer!

En effet, quand nous disons, en France, que nous « justifions une position », nous voulons dire l'exact contraire de Lippmann: nous la rendons *indiscutable* en faisant appel à un principe supérieur qui ne permet aucun ajustement et qui n'autorise aucun *modus vivendi*, puisqu'il est impossible à *négo-cier* – et c'est justement de cela que nous sommes fiers¹⁸. Pas étonnant que nous ayons quelque peine à nous accorder... que l'idée même d'une démocratie semble nous échapper. Les principes indiscutables nous en avons un plein carquois: la Volonté Générale, le Bien Public, l'Histoire, le Marché, les Lois de l'Univers. Chacun en dispose à son gré pour rendre inattaquable sa position, alors que c'est pour la rendre discutabile, partielle, partielle et ajustable qu'on doit, pour Lippmann se soumettre à l'exercice de justification. Dans la deuxième partie de son livre, c'est à toute une *signalétique* politique qu'il s'affaire pour donner un sens aux efforts des uns et des autres afin de justifier leur position aux yeux de ce tiers extérieur et incompétent, mais indispensable en dernière instance: le public avec un petit p – alors que tout le monde a pris l'habitude de parler à la cantonade devant le Public avec un grand P¹⁹.

On l'aura compris, Lippmann ne cède rien de l'idéal démocratique, mais il lui a enlevé ce qui l'a rendu irréalizable: l'idée qu'il suffirait d'afficher son désintéressement et d'en appeler au

peuple représenté ou à un principe supérieur pour s'arracher aux contraintes de la justification devant des tiers. On ne peut rendre les parties aux conflits « comptables de leurs actes » (ce qui est une traduction possible de *accountable*), qu'à la condition de n'avoir partout *que* des gens intéressés à leurs propres affaires (gouvernants, juges, militants et « intellectuels engagés » compris), mais qui se seront rendus capables, à force d'entretenir un riche commerce d'émission et de détection de signaux, de se battre *sous leur propre couleur*. Soyez intéressés, mais affichez vos intérêts, et alors on pourra peut-être s'accorder.

Ainsi, le génie de toute discussion publique, ce n'est pas d'obscurcir ou de censurer les intérêts privés, mais au contraire de les illuminer assez pour qu'ils naviguent sous leurs propres pavillons. Le véritable public, tel que je l'entends, doit se défaire des groupes qui défendent leurs intérêts et avec lesquels il risque sans cela de se confondre. Non que les intérêts privés soient mauvais en eux-mêmes, mais parce qu'ils ne peuvent trouver d'arrangement les uns avec les autres si l'un d'eux acquiert une force acquise en fraude. Si le vrai public, qui ne doit prétendre à rien d'autre qu'à des arrangements, se mobilise derrière un intérêt privé qui cherche à prévaloir, c'est un mauvais arrangement puisqu'il n'est pas représentatif du réel équilibre des forces : tout finira par capoter.

C'est justement parce qu'il n'y a que des rapports de force que les ajustements sont possibles. C'est en ce sens que l'on peut dire de Lippmann qu'il laïcise enfin la politique ; croire que la démocratie repose sur le Peuple représenté, c'est comme de croire au pouvoir de droit divin : « Telle que je la conçois, l'opinion publique n'est ni la voix de Dieu ni celle de la société, mais celle des spectateurs – intéressés – de l'action. » Ce à quoi vous tenez le plus – l'Esprit public que vous prétendez tous représenter –, c'est exactement cela qui vous interdit de conserver le trésor auquel vous devriez tenir, au fond, le plus : la *vérité en*

politique, c'est-à-dire la distinction du vrai et du faux arrangement. Le vrai ne peut être ici que le rapport des forces des uns ajusté au rapport des forces des autres, ce qui le rendra durable. En politique, on peut mentir deux fois : si on oublie les rapports de force *et* si on oublie la justesse de l'arrangement. Nous sommes dans la caverne, n'espérez pas mieux, ne confondez pas cette vérité-là avec les autres (scientifique, littéraire, religieuse, légale), mais n'abandonnez pas pour autant – soit par cynisme, soit par idéalisme –, la quête de cette vérité propre à la vie commune dans la tradition démocratique. Ceux qui voudront faire mieux feront toujours pire.

On comprend mieux l'exigence extrême de sa solution et pourquoi l'on préfère toujours mieux rêver aux fantômes du Public que la mettre en œuvre. Car c'est à toute une économie morale de la parole démocratique qu'il faudrait songer en lieu et place de la « prise de position » politique. Sans détection, pas de public, sans public pas d'exigence de se rendre détectable : tel est le cercle vertueux ou vicieux de la vie publique. De l'un à l'autre il y a toute la différence entre les régimes de tyrannie et les régimes de liberté. On imagine l'effroi de Lippmann s'il avait dû être le témoin de la presse américaine pendant la préparation de la guerre d'Irak ! S'il y a quelque chose de tragique dans le *Public Fantôme*, c'est que la solution qu'il envisageait avec la même foi lucide que Machiavel avait manifesté en son temps, nous paraît encore plus difficile à mettre en œuvre, quatre-vingts ans après, comme si nous étions encore moins lucides et encore moins confiants. C'est qu'au lieu de mettre tous nos soins à entretenir et à développer la *signalétique des justifications*, nous n'avons fait qu'empoisonner le malade par des remèdes pires que le mal. Nous avons cru qu'en développant l'esprit critique, qu'en prônant l'engagement, qu'en nous accrochant à l'idée d'un peuple représenté par son gouvernement chargé du Bien Public, qu'en

prêchant le désintéressement, qu'en cherchant le plus loin possible les principes les plus fondamentaux et les plus indiscutables, nous parviendrions à résoudre la crise de la représentation : nous n'avons fait que l'amplifier. Nous étouffons le malade par nos propres soins. Le doute s'est installé sur la démocratie elle-même, au moment même où les tâches à remplir débordent de toutes parts ce que les révolutionnaires les plus ardents n'osaient même pas imaginer : il ne s'agit rien moins que de redessiner tous les détails de l'existence d'un globe entier de milliards d'humains... Si le cœur de Lippmann n'a pas flanché devant les crimes qu'il sentait venir, il ne faut pas que nous flanchions devant des tâches infiniment plus vastes – et peut-être hélas devant d'autres atrocités. Il y a toujours plus de crimes politiques devant nous que derrière. Lippmann était bien placé pour le savoir puisqu'il a commenté, trois fois par semaine dans sa colonne, les affaires de son pays, d'Août 14 à la guerre du Vietnam.

Malgré sa dimension tragique, la solution de ce livre est tout le contraire de l'engagement. N'oublions pas sa principale prémisses : le public n'est appelé à intervenir que parce que tous les autres, les officiels, les passionnés, les *meddlers* de toutes sortes ont failli. L'irruption du public n'est donc que la solution indispensable, certes, mais de *rattrapage* : c'est toujours un pis aller. En cela Lippmann partage la méfiance, bien américaine, pour l'État. Chose inouïe pour nos oreilles françaises, continentales, hégéliennes, rousseauistes, marxistes, marxiennes ou simplement républicaines, l'idéal reste pour le public de ne *pas* s'intéresser à la chose publique ! Et c'est très bien, c'est la solution par défaut, quand il n'y a pas de crise. Cela veut dire que les règles sont appliquées et que tout baigne. C'est si rare, on ne va pas s'en plaindre.

S'il y a une chose que Lippmann déteste, c'est qu'on fasse honte au citoyen du manque d'intérêt qu'il marque à la chose

publique. Il trouve tout à fait normal de prévoir qu'après nous être mobilisés pour une affaire, le moment viendra nécessairement où nous devons nous *démobiliser*. S'il ne croit pas au désintéressement des acteurs publics, il croit qu'il est bon de se désintéresser d'une affaire une fois qu'elle aura été résolue – et confiée à ceux qui sont les plus à même de la traiter. Lippmann est probablement le seul penseur politique à envisager de façon positive notre démobilisation en tant que public. Pourquoi faire? Mais pour revenir à nos affaires, à celles que nous n'avons quittées contraints et forcés que pour un temps seulement – d'ailleurs ce sont les seules fonctions que nous savons remplir à peu près correctement. Nous l'oublions toujours mais le moment d'exception, comme son nom l'indique, doit rester exceptionnel... Qu'on cesse enfin de culpabiliser le citoyen parce qu'il serait incapable d'atteindre à un idéal qui n'a de toute façon aucun sens. Rien de plus absurde que l'image d'un peuple en armes, constamment mobilisé, tiraillé par des engagements innombrables aussi impossibles à tenir les uns que les autres, toujours houspillé pour son manque d'implication, pour son ignorance, pour son esprit volage, et qui devrait, toute affaire cessante, s'indigner de tout, s'intéresser à tout et s'impliquer dans tout. C'est ce tout, nous le verrons, qui est la cible principale de Lippmann, l'idée même d'un Tout, à la racine des totalitarismes, ce Tout qui n'a pas simplement pour conséquence un portrait irréaliste des capacités cognitives des citoyens, mais qui est aussi une faute de théorie sociale et, enfin, un crime contre la démocratie.

Que peut faire de mieux le public de Lippmann? Se débarrasser. Que chacun rentre chez soi! Et c'est la fin du livre...

C'est une théorie qui économise sur l'attention des membres du public, et qui leur demande d'en faire le moins possible sur des sujets où ils ne sauront rien faire très bien. Elle limite les efforts

des gens, quand ils forment un public, au seul rôle qu'ils peuvent remplir, un rôle qui correspond à ce qui doit leur tenir le plus à cœur : intervenir juste ce qu'il faut pour apaiser les troubles, et pouvoir ainsi revenir à leurs affaires.

Pourquoi faudrait-il croire Lippmann ?

Il faut le reconnaître, l'auteur du *Public Fantôme* a un grave défaut : il est américain ! Voilà qui risque de le desservir auprès d'un lectorat habitué à s'approvisionner à l'Est plutôt qu'à l'Ouest en profondeurs politiques. Il est vrai que les Américains eux-mêmes ont eu tendance, depuis la guerre, à oublier qu'ils avaient sous la main, avec le pragmatisme, leur propre tradition en philosophie des sciences, en théorie du droit et en pensée politique. Tradition recouverte après guerre par l'enthousiasme scientifique qui a fait croire qu'on devait « dépasser » les fragiles lumières du pragmatisme pour atteindre enfin à des fondements indiscutables et des certitudes absolues. Comme si l'Amérique avait eu peur de son propre libéralisme²⁰ ! Les crises écologiques et la mondialisation ont heureusement balayé ces fantômes, et les ouvrages de la tradition pragmatiste nous paraissent à nouveau dans toute leur fraîcheur. Ils avaient vu les problèmes qui sont aujourd'hui les nôtres et que les passions guerrières avaient simplement retardés.

Lippmann a un deuxième défaut, il n'est penseur politique que pour quelque mois tous les cinq ou six ans : le reste du temps il est journaliste. Faut-il vraiment prendre au sérieux les propos d'un membre de la profession la plus décriée qui soit ? C'est que Lippmann fut l'un de ces journalistes dont le modèle n'existe pas en France et qui ne fait plus que survivre aux États-Unis, le *columnist*, celui qui, plusieurs fois par semaine, en quelques milliers de signes, dessine, à côté des *news*, l'opinion de ses lecteurs. Contrairement aux éditoriaux

qui engagent les propriétaires des journaux ou les rédacteurs en chef, aux articles des reporters, aux opinions publiées par les uns ou les autres, la colonne du *columnist* est tenue régulièrement par un journaliste sans autre autorité que sa capacité à résumer les problèmes du moment et à leur donner, en toute indépendance, une analyse instantanée. Contrairement à Raymond Aron jadis, il n'occupe aucune chaire universitaire; contrairement à Paul Krugman aujourd'hui, il ne parle pas au nom de la science économique. Quand il se risque à une interprétation des événements courants, c'est sans filet. Lippmann a été le *columnist* par excellence, au point que l'excellente biographie qui lui a été consacrée par Ronald Steel, a pour titre *Walter Lippmann et le Siècle Américain*: c'est tout le siècle qu'il a donné à comprendre à ses lecteurs pour qu'ils se guident eux-mêmes²¹.

Quand il résume, dans des livres, sa pensée politique, Lippmann n'est donc pas dans la position d'un chercheur, d'un philosophe, et pas non plus dans celle d'un homme politique (il n'a été adjoint au maire de gauche d'une petite ville que pendant quelques mois et n'en a gardé qu'un souvenir cuisant), mais dans celle d'un commentateur en direct. Et ce n'est pas de tout repos: si vous écrivez trois fois par semaine sur les événements du siècle – et quel siècle! – chaque jour, cinq à six millions de lecteurs, peuvent vérifier par eux-mêmes que vous vous êtes magistralement trompé dans votre chronique précédente... Le principe de réalité vous éperonne davantage que pour le bulletin météo. S'il faut prendre tellement au sérieux, des livres comme *L'Opinion publique* ou le *Public fantôme*, c'est qu'ils résument une expérience minutieuse et une tension quotidienne – expérience et tension qui ne seront jamais celle d'un philosophe, ni même d'un politique. En ce sens, elle ressemble davantage (mais en plus réussie!) à la carrière d'un Machiavel.

La formation de Lippmann n'a d'abord rien de celle d'un journaliste. Né à New York d'une riche famille juive assimilée, Lippmann a la chance de rencontrer William James (1842-1910), à Harvard, que son intelligence éblouit comme elle éblouira George Santayana (1863-1952), une autre influence sur son œuvre. Libéral (c'est-à-dire « de gauche »), Lippmann dérive de la philosophie vers le journalisme quand il participe à la fondation d'une petite revue très influente, *The New Republic*, où il pense pouvoir agir de façon plus directe pour amener la mécanique des affaires publiques dans une voie qu'il définit à l'époque comme socialiste – avant de prendre de plus en plus ses distances avec un mouvement qu'il accusera d'en être resté au XIX^e siècle. Il est déjà assez connu avant 1914 pour que le poids de ses écrits ait une influence certaine sur l'engagement du Président Wilson en faveur de l'entrée en guerre des États-Unis. C'est lui, avec quelques autres, que le Président charge de rédiger en secret les fameux « quatorze points » qui vont définir les buts de guerre de la diplomatie américaine. Lui encore qui doit les commenter à la hâte pour les premiers plénipotentiaires arrivés à Versailles. Mais comme John Maynard Keynes (1883-1946) dont il devient l'ami, il saisit très vite les dangers de cette paix bâclée et se retourne contre Wilson. C'est alors qu'il devient LE *columnist* américain, d'abord au journal *World* du groupe Pulitzer puis au *Herald Tribune* dont les propriétaires républicains sont pourtant tout à fait opposés à ses vues... (ce qui montre à quel point nous avons perdu depuis en liberté d'écrire). Sa chronique « T & T », « Today and Tomorrow », grâce au système de la syndication, est lue par cinq à dix millions de personnes pendant près de cinq décennies et sert toujours aujourd'hui de modèle dans les écoles de journalisme.

Du Traité de Versailles au bourbier du Vietnam, Lippmann va chercher à comprendre les désastres successifs de son siècle,

en éclairant ses lecteurs sur les élections et les errements de douze présidents, de deux guerres mondiales et d'un nombre illimité de crises – et, au final, sans se tromper tellement. Quand il développe, dans le *Public Fantôme*, ses idées sur les signaux qui permettent de discerner les partisans, il parle à partir d'une expérience unique. Il est celui qui a poussé Wilson dans la guerre, s'est dressé contre la paix impossible de la Société des Nations, qui a évité à son pays un conflit avec le Mexique (par une diplomatie secrète avec le Vatican!), qui a vu immédiatement les dangers du stalinisme, qui a longuement préparé son pays à la guerre contre Hitler, qui a compris tout l'intérêt de de Gaulle (dès juin 40! ce dont le Général lui sera toujours reconnaissant), et qui a tout fait pour éviter l'intervention en Corée comme en Indochine. Il n'est pas donné à tout le monde d'avoir inventé les termes qui définissent toute une époque: celui de Communauté Atlantique ou de Guerre Froide.

Il est vrai qu'il s'est méfié fort injustement de Roosevelt (celui du *New Deal* qu'il prend d'abord pour un « aimable boy-scout »), qu'il n'avait en économie que des avis bien timides (« il regardait les dents des carnassiers et les déclarait d'herbivores²² ») et qu'il avait pour les arts la sensibilité d'un pavé. Il est vrai également qu'il est un peu plus facile d'exercer son métier de chroniqueur quand on bénéficie d'un accès privilégié aux chefs d'État de la planète, qu'on est reçu par de Gaulle à Colombey-les-deux-Églises, que Khrouchtchev déplace ses rendez-vous pour vous recevoir, que les candidats aux élections présidentielles viennent vous consulter, et qu'on est au centre de l'attention de centaines d'informateurs avec un staff mis à votre disposition par le journal qui vous laisse, en plus, une totale liberté de plume tout en vous payant royalement... Aucun journaliste aujourd'hui ne bénéficierait d'une telle chance. Il n'empêche, il faut avoir un esprit bien acéré pour la saisir, et surtout

pour durer dans cet exercice de haute voltige pendant près de soixante ans...

Avoir prouvé tous les jours que la politique a un sens, sans recourir à un au-delà du politique, et sans pour autant devenir partisan, voilà ce qui donne un poids décisif à sa définition du public et de ses problèmes. Dans le débat qui va suivre la parution de son livre, Lippmann bénéficie d'un avantage que même le philosophe actif et impliqué dans toutes les affaires de son temps qu'est Dewey ne pourra pas lui dénier et dont ne disposent guère les professeurs de science politique. *Insights without hindsights*, pour utiliser l'un de ses jeux de mots, telle est la forge où il a forgé sa pensée. Voilà quand même bien de quoi le prendre au sérieux? Peut-être mais il a le défaut d'être libéral.

Comment peut-on être libéral?

Ce n'est pas seulement l'océan Atlantique qui sépare la France des États-Unis, mais ce mot de « libéralisme » que l'on traduit par « gauche » sur une rive et par « droite » sur l'autre rive... De quoi affoler nos boussoles. Aucun doute là dessus, Lippmann est un libéral et il y a peu d'espoir que les Français puissent jamais récupérer ce libéralisme qu'ils ont laissé à ceux qu'ils croient leurs ennemis. Du moins, est-il possible de faire entendre quel appel à la liberté peut encore résonner sous la sourdine de ce mot en -isme. C'est tout le but de la troisième partie.

On ne comprend rien à Lippmann, si l'on ne se rappelle pas qu'il est un homme d'avant 14. Aucune machine à remonter le temps ne nous permet plus de saisir l'optimisme, l'ampleur de vue, l'énergie, la confiance de ceux qui se sont formés avant la longue guerre de 14-45, en pleine globalisation²³. Quand il défend le « libéralisme » en août 1938 (dans ce qu'on appelle le « Colloque Lippmann » et qui fait suite à la publication d'un autre livre important, *The Good Society*), c'est contre les

totalitarismes et contre la guerre qu'il se bat d'abord²⁴. Le mot de liberté sonne un peu différemment à Paris en 1938, quand on est menacé par les staliniens, les fascistes et les nazis. Selon les moments de l'histoire qu'il commente à chaud, le *columnist* frappe tantôt à droite, tantôt à gauche, mais sans jamais varier sur l'idéal de liberté qu'il a appris de James et des pragmatistes. C'est de l'arbitraire qu'il se méfie toujours.

Jamais Lippmann n'aurait partagé le grand récit d'aujourd'hui selon lequel la fin du xx^e siècle aurait vu la « victoire » du néo-libéralisme sur les totalitarismes. L'histoire n'est pas finie, pour l'excellente raison qu'elle n'a jamais commencé selon le drame en trois actes qu'imaginaient ceux qui ont cru lui donner un sens et qu'elle aurait tristement perdu. Sa conception de la liberté, des publics et de la lutte contre les partisans, il l'a toujours appliquée aussi bien aux desseins *particuliers* des gouvernants qu'aux desseins *particuliers* des capitalistes. S'il écrivait maintenant, ce serait sur l'échec conjoint des socialismes et des néo-libéralismes, des tenants de l'État et des tenants du Marché, des sectateurs de la Main Visible et des adorateurs de la Main Invisible: ils n'ont jamais pris en compte les nouvelles dimensions que la seconde globalisation a données aux problèmes du public. De même qu'à son époque, les réactionnaires, les socialistes et les fascistes, essayaient, en pleine Grande Société, de revenir au fantôme de l'Esprit Public, de même aujourd'hui, malgré l'ampleur démultipliée des enjeux, c'est toujours à ce même idéal de totalité et d'organicité que s'attachent les progressistes aussi bien que leurs ennemis. Loin d'entretenir la signalétique démocratique, ils l'ont délaissée au profit d'un rêve de totalité encore plus invraisemblable au début du xxi^e siècle qu'au début du xx^e. C'est un peu comme si l'on avait condamné un adulte à habiter dans la maison de poupée de son enfance.

Autrement dit, la grande bataille entre le fantôme de la démocratie et ses apparitions continue exactement comme de son temps – mais en pire. Le vrai obstacle, c'est ce qu'il appelle « *le fantôme de l'identité*²⁵ ». Et pourtant, on ne pourra plus borner le pluralisme par aucune frontière définitive.

Contre ce pluralisme radical, c'est en vain que les penseurs ont argumenté. Ils ont inventé les organismes sociaux, les âmes nationales, les esprits du temps, les mentalités collectives; ils ont placé leurs espoirs dans toutes sortes d'analogies: la ruche, la fourmilière, le système solaire, le corps humain; pour trouver un fondement solide à l'union, ils sont allés trouver chez Hegel des unités supérieures et chez Rousseau la volonté générale. (...) Mais nous, nous n'espérons plus découvrir d'unité susceptible d'absorber la diversité. Pour nous, les conflits et les différences sont bien trop réels pour que nous songions à les nier: au lieu de chercher à unifier tous les desseins, nous nous contentons de voir comment accommoder ceux qui existent.

Quelle position étrange à nos yeux que la sienne: d'un côté, il accepte un pluralisme radical; de l'autre il ne propose comme horizon que l'accommodation, la conciliation et l'ajustement des intérêts. N'est-ce pas demander à la politique à la fois trop et trop peu? Impossible de ne pas trouver la potion bien amère: on doit sûrement pouvoir limiter le pluralisme en le bornant dans des frontières plus étroites; mais il doit être également possible de proposer bien plus à la vie publique qu'un simple *modus vivendi*. C'est que Lippmann frappe au cœur de ce qui fait la tradition politique européenne et, comme il dit, « hégélienne ». Il appuie là où ça fait mal: si nous voulons survivre à la mondialisation sans abandonner pour autant l'idéal démocratique, il faut être à la fois bien plus radical et bien plus modeste²⁶.

Surtout, il nous faut abandonner l'idée qu'il y aurait quelque chose de *mieux* que l'économie morale des signes de détection

qu'il cherche à définir dans son livre, quelque chose qui dominerait et expliquerait la politique et qui lui servirait à la fois de fondement, de garant, d'explication et de cour d'appel. Lippmann a identifié avec la plus grande précision ce qui paralyse l'apprentissage de la liberté : l'idée même de société.

Le libéralisme a achoppé sur le vieux problème de l'Un et du Multiple. Or, ce problème n'est pas si insoluble, pour peu qu'on renonce à personnifier la société. C'est seulement parce que l'on personnifie la société qu'on s'inquiète de savoir comment tant d'individus distincts pourraient bien s'unifier en un seul organisme individuel et homogène. Tout ce maquis de faux problèmes est nettoyé d'un seul coup si l'on voit que la société n'est pas le nom donné à une chose réelle mais le nom donné à tous les ajustements des hommes et de leurs affaires.

La société n'existe pas. Ou plutôt, il existe des ajustements entre les gens et leurs affaires (leurs « choses²⁷ »), mais qu'on ne doit jamais subsumer sous l'idée d'un macro-acteur. Comme Gabriel Tarde avant lui²⁸, Lippmann a bien vu cette étrange collaboration entre la pensée qu'on appellerait aujourd'hui néolibérale qui ne voit que des individus et celle de la sociologie qui ne voit que des sociétés : toutes deux *délèguent à un Grand Autre la tâche d'obtenir un accord*. Et peu importe que ce soit le Marché ou l'État puisque dans un cas comme dans l'autre l'ajustement des intérêts n'a plus besoin du secours d'une technologie intellectuelle particulière. C'est à cause de ce miracle de l'harmonie pré- ou post-établie que l'on croit pouvoir se passer du politique, toujours renvoyé à une fonction subalterne, à la dérision, au cynisme. C'est en ce sens que Lippmann laïcise vraiment la démocratie. L'accord miraculeux du Marché ou de l'État suppose un au-delà, un au-dessus du politique, un véritable arrière-monde, la dernière transcendance à laquelle sont attachés ceux qui, par ailleurs, ne croient plus en rien sinon en

leur propre esprit critique: cette totalité toujours déjà mystérieusement composée (l'État) ou qui va miraculeusement balancer les intérêts (le Marché). La société, c'est l'opium du peuple. Ce qui lui fait oublier l'entretien des réseaux subtils qui seul aurait permis de détecter les partisans et d'augmenter la dose d'intelligence publique.

L'idéal démocratique n'a jamais défini ce qu'était la fonction du public. Il en a fait un être immature et fantomatique capable d'exécuter des actions dans tous les domaines. Cette confusion s'enracine dans une conception mystique de la société. « Le peuple » est pris pour une personne; les volontés du peuple pour une seule volonté; les idées du peuple pour un seul esprit. La masse se prend pour un organisme unique dont chaque individu serait une cellule. Tant et si bien que l'électeur s'est mis à s'identifier aux dirigeants. Il s'est persuadé que leurs pensées étaient les siennes, que leurs agissements étaient les siens, et qu'en vertu de quelque opération mystérieuse, ils formaient en vérité une partie de lui-même. Une telle confusion d'identités a naturellement mené à la théorie selon laquelle tout le monde faisait tout. Elle a empêché la démocratie de parvenir à une idée claire de ses propres limites et des buts qui sont à sa portée.

Ceux qui n'ont pas mesuré les limites de la démocratie, sont mal placés pour en réaliser le projet. La leçon de Lippmann est bien la même que celle de Machiavel. Qu'on accuse celui-ci de « machiavélisme » ou celui-là d'être un « néo-libéral américain », prouve assez qu'on préfère toujours se voiler la face devant l'originalité de la vérité politique en aveuglant davantage ceux que l'on prive ainsi des seules lumières sur lesquelles ils pourraient s'appuyer pour se tromper un peu moins. Ou bien vous croyez aux fantômes – et vous renvoyez l'accord dans l'au-delà –, ou bien vous cherchez les apparitions de la démocratie – et vous vous donnez les moyens d'obtenir les ajustements²⁹. En croyant aux fantômes de l'identité, on a lâché la proie pour l'ombre: la proie est peut-être décevante, mais moins que

l'ombre... Il faut choisir: *modus moriendi* ou *modus vivendi*, c'est la seule écologie qui compte.

L'éclipse du public ou la reprise du débat Lippmann-Dewey

Il est à craindre hélas que le public français ne juge le livre de Lippmann que selon le seul système de coordonnées à sa disposition: toute pensée politique se repérerait par un curseur qui glisserait de la réforme timide à la révolution totale (les signes positifs ou négatifs variant avec les préférences de parti). Il est vrai que le mot « pragmatisme » est frappé de la même ambiguïté que le mot « libéralisme ». On croit y voir un affaiblissement des volontés de changement, alors qu'il s'agit d'une formidable amplification des exigences de démocratie. Lippmann est encore moins réformiste qu'il est révolutionnaire – et ce n'est pas peu dire. Le réformisme pour lui serait l'acceptation du monde tel qu'il est; mais le monde n'est pas, n'est plus, n'a jamais été « tel qu'il est »... L'intrication des affaires et des intérêts, le rend critique de part en part – toujours au sens physique, matériel, des situations critiques. Pour comprendre ce que peut avoir de radical un tel refus de la réforme comme de la révolution, il ne faut pas se méprendre sur l'importance de la signalétique politique que Lippmann appelle de ses vœux: une vie publique que l'on cesserait d'entretenir, ce serait comme de priver peu à peu notre économie de tout moyen de transport et de communication: plus de route goudronnée, plus de téléphone, plus de portable. Il est peu probable qu'on s'accorderait davantage.

L'accommodement des intérêts, l'ajustement des rapports de force demande une énergie bien supérieure à la lâche complaisance de ceux qui se croient « réalistes » parce qu'ils ont simplement jeté leur idéal aux orties. Les réformistes, de son point de

vue, sont encore plus rêveurs que les révolutionnaires : ceux-ci croient à la totalité qu'on pourrait renverser, ceux-là s'occupent des détails et laissent le tout à l'écart. Or, l'ennemi de Lippmann, c'est justement le Tout. Qu'on prétende le renverser ou le laisser intact, c'est la même illusion, le même fantôme. Il n'y a pas de Tout.

C'est particulièrement clair dans la critique conjointe qu'il fait du capitalisme et de ses ex-compagnons de route socialistes :

Le peuple pris comme un tout ne peut pas dompter le capitalisme pris comme un tout à l'aide d'un gouvernement centralisé. Car les pouvoirs réunis sous le nom de « capitalisme » sont légions. Ils frappent séparément des populations différentes. La nation prise en bloc ne confronte pas tous ces pouvoirs et ne peut agir sur eux tous. Pour chercher un contrepouvoir à cette multitude de pouvoirs arbitraires, il faut procéder au cas par cas. Si l'on veut soumettre le capitalisme à des lois qui fonctionnent, il ne s'agit surtout pas de s'en prendre à lui en bloc, à coups de grands décrets. Il s'agit de débusquer la part d'arbitraire qu'il recèle en allant la chercher partout où elle est – dans chaque usine, dans chaque bureau, dans chaque marché, en libérant l'industrie et tout son réseau de la domination des forces arbitraires, pour la faire passer sous celle de règles clairement établies.

Ce ne sont pas là les propos d'un réformiste qui aurait accepté les règles indiscutables du Marché (comme si ces règles existaient ! comme si y avait un au-delà du politique !). Quand cesserons-nous d'être pieux en politique ? S'il faut adorer des dieux civiques, alors dressons du moins des Temples à Jupiter et au dieu Bourse ; ce serait plus honnête, plus amusant et plus kitsch. Il est paradoxal que la France se divise encore entre réformistes et révolutionnaires, au moment même où les crises écologiques globales obligent à une refonte si complète des conditions matérielles de notre existence que même les révolutionnaires les plus

enragés n'auraient jamais osé l'imaginer. Cette espérance de la « révolution totale » dont Bernard Yack a si bien tracé la vertigineuse généalogie, c'est justement maintenant qu'elle a peut-être un sens – après qu'on l'ait abandonnée³⁰ ! Il est vrai qu'elle a ceci de tout nouveau : elle repose entièrement dans les détails, et non dans la totalité... Il y a bien une révolution pragmatique, mais c'est une révolution du soin, de l'attention, de l'expérience, de la conquête obstinée des détails, de l'ajustement, de la précaution, de ce qu'Isabelle Stengers a appelé « écologie des pratiques³¹ ». Voilà deux visions de la politique, deux esthétiques, bien difficiles à réconcilier. Ou bien vous croyez qu'on ne peut s'accorder que parce qu'il existe quelque part un garant extérieur, un *deus ex machina*, qui nous mettra d'accord, ou bien vous pensez comme Lippmann que c'est la croyance en un Dieu de la politique qui rend l'ajustement impossible. Décidément le président Mao avait raison, il faut toujours révolutionner la révolution...

Si quelqu'un, en tout cas, a bien saisi l'importance et l'originalité de Lippmann, c'est John Dewey. Il réagit aussitôt au choc du *Public Fantôme*, par une recension vigoureuse dans *The New Republic* (dont il est aussi un contributeur) et que l'on trouvera traduite en fin de volume³². Dewey est un philosophe des sciences et de l'éducation, « l'éducateur de l'Amérique », comme on l'appelait alors. Il est à la fois séduit, secoué, choqué par les arguments de Lippmann. Au point qu'il publie moins de deux ans après, sa propre réponse en reprenant à son compte toute la partie critique mais en récusant la solution. Comme l'a bien vu Joëlle Zask, ce qui les sépare, c'est encore une histoire de fantôme :

Si Lippmann et Dewey conviennent que « l'omnicompétence du citoyen » est un présumé devenu vide, ils divergent en revanche d'une manière considérable quant aux remèdes qu'ils

envisagent. Pour Lippmann, le public est un « fantôme », un mirage de la pensée libérale, un « mythe ». Pour Dewey, le public est « dispersé », « chaotique » et « éclipsé ». Or il existe entre un « fantôme » et une « éclipse » toute la distance qui sépare l'illusion de la disparition³³.

Jamais Dewey ne se résigne à la perte de ce qu'il appelle la Grande Communauté, et qui est à ses yeux le pendant nécessaire de la Grande Société : à la globalisation, il faut un Globe. Tout ce que dit Lippmann est vrai : on ne reviendra jamais aux communes, au communisme, aux communautés. Mais il manque d'imagination, et n'ose pas inventer un bien commun qui serait à la dimension des nouveaux enjeux. Plus les problèmes sont grands, plus les solutions doivent l'être. Aussi juste que soit sa critique dévastatrice de l'État, Lippmann ne voit pas que derrière les illusions de totalité, il y a aussi dans l'État une fonction de *composition*³⁴. Pour Dewey les ajustements de Lippmann ne suffiront jamais à composer un monde vivable. Il ne parvient pas à croire qu'on puisse se satisfaire d'un public aussi peu impliqué et qui n'a comme but que de rentrer chez lui ! C'est que Dewey s'intéresse aux sciences de beaucoup plus près que Lippmann et qu'il met à saisir l'importance politique des arts un goût bien plus affirmé³⁵.

Il y a en effet chez Lippmann, une profonde méfiance à l'égard des techniques nouvelles de communication – dont il est pourtant le premier à faire l'analyse détaillée. Il ne croit pas que la signalétique démocratique puisse jamais modifier en profondeur la répartition des *insiders* et des *outsiders*. À l'inverse, il continue à penser, qu'il y a vraiment des *insiders*, qu'il y a des spécialistes qui sont effectivement à leur affaire parce qu'ils tiennent de bout en bout la chaîne continue de ce qui leur est familier. Or, Dewey voit bien que cette répartition n'est pas tenable : les *outsiders* le sont bien moins qu'on le croit, quant aux *insiders*

ils ne le sont plus depuis longtemps puisque le développement même des techniques les a rendus aussi aveugles, aussi démunis sur des pans entiers de leur compétence propre. Quel chirurgien, quel député, quel informaticien, quel coiffeur, peut dire qu'il maîtrise tout ce dont il a besoin pour agir ? Lippmann a négligé les capacités d'apprentissage d'un public parce qu'il n'a pas vu que l'équipement technique était à la fois moins favorable aux *insiders* et beaucoup plus favorable aux *outsiders*. Dewey va donc accepter le problème tel qu'il est posé par Lippmann (c'est le titre de son livre), mais explorer une tout autre solution que résume bien le terme *d'expérience*³⁶. Peut-on imaginer une vie politique qui s'attache enfin aux techniques de représentation de notre temps ? Peut-on réinventer le gouvernement représentatif et redécouvrir l'État ? Peut-on retravailler la notion même de représentation pour mettre fin à la crise de la représentation ?

Qui a raison de Lippmann ou de Dewey ? L'auteur de ces lignes balance toujours entre les deux. Maintenant que ces deux ouvrages sont disponibles en français, on peut se faire les dents sur cette querelle qui pourrait devenir aussi classique que les mérites respectifs de Corneille et de Racine... Lippmann plus noir, plus réaliste, bien meilleur écrivain, plus concret, bien mieux informé des affaires de son temps, coopté par les puissants ; Dewey plus généreux, plus ample, plus précis dans ses concepts, plus ambitieux en fin de compte, mais écrivain lourd et abstrait, plus radical aussi. Tous les deux sur la trace d'une vérité politique infiniment plus vivace que les traditions dont les Européens ont hérité, parce qu'elle a découvert dans le détail des affaires – les fameux *pragmata* – le secret de sa possible *vérification*. En tout cas, il n'y a plus l'obstacle de la langue : nous pouvons enfin donner leur chance aux pragmatistes.